

Les subsides

monsieur le Président. Il y a eu là une absence patente de consultations et de collaboration. Les limites imposées aux dépenses de santé et d'EPF vont coûter à Terre-Neuve 30 millions de dollars cette année. On a laissé s'éteindre l'accord de financement du développement régional, et il n'a été renouvelé que cette semaine, monsieur le Président.

Nous attendons de savoir si l'État fédéral va fournir des fonds pour le centre des congrès prévu pour Saint-Jean. Il en a déjà fourni pour neuf centres de congrès du Canada: ceux de Vancouver, d'Edmonton, de Windsor, d'Hamilton, de Toronto, de Montréal, de Québec, d'Halifax et de Charlottetown. Saint-Jean a grand besoin d'un centre des congrès. Il doit comprendre un hôtel, une tour de bureaux et un centre des congrès, qui doivent coûter ensemble 36 millions. Le gouvernement fédéral a été prié de fournir 3 millions. Nous espérons que le ministre de l'Industrie et du Commerce donnera suite à cette requête au cours des semaines qui viennent.

M. le vice-président: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais il a épuisé son temps de parole. Des questions, des observations?

M. Baker: Monsieur le Président, bien que la motion dont la Chambre est aujourd'hui saisie reproche au gouvernement fédéral d'avoir supprimé le ministère de l'Expansion économique régionale, le député ne sait-il pas qu'il a récemment conclu d'importantes ententes avec le gouvernement de Terre-Neuve, notamment des ententes-cadre pour les 10 prochaines années? Ne pense-t-il pas que ces dernières ententes permettront à la province de Terre-Neuve d'accomplir de grands progrès économiques?

M. Crosbie: Monsieur le Président, je sais que pendant bien plus d'un an le gouvernement de Terre-Neuve a tâché d'amener le gouvernement fédéral à conclure certaines ententes. Ils s'étaient entendus sur 10 projets en septembre dernier. Deux accords seulement ont été conclus depuis, l'un sur les produits miniers et l'autre sur la planification. On a conclu l'autre jour une entente de développement économique et régional dite EDER. Il faut être un génie en alphabet pour ne pas être noyé sous le flot des sigles dont n'arrête pas de nous submerger le gouvernement fédéral. Cette entente dite EDER ne constitue qu'une entente-cadre. Il se peut que rien ne se fasse dans le cadre de cette entente.

Je sais en tout cas que 28 millions seulement seront dépensés cette année dans tout le territoire de Terre-Neuve et du Labrador dans le cadre du MEIR ou du MEER ou de l'EDER ou de A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z. On n'y dépensera que 28 millions alors qu'il y a six ans on y avait dépensé plus de 76 millions. Voilà qui montre bien le piètre effort de votre gouvernement pour nous aider à triompher du déphasage économique dont Terre-Neuve est victime et comme vous devriez avoir honte d'appartenir à ce parti. Vous ne devriez même pas vous porter candidat aux élections dans Gander-Twillingate avec un dossier aussi lamentable.

M. le vice-président: A l'ordre. Le député de Saint-Jean-Ouest devrait adresser ses propos à la présidence. Comme il est 13 heures, la Chambre s'ajourne à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

L'OCDE

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL—LA CANDIDATURE DU MINISTRE DES FINANCES

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, le moment est venu pour tous les Canadiens patriotes d'œuvrer pour la bonne cause. Le ministre des Finances (M. Lalonde) ne veut pas être relégué à l'arrière-ban par M. John Turner ou l'actuel ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) ou même être victime du sort encore plus diabolique que lui réservent les conservateurs aux prochaines élections générales; c'est pourquoi il cherche à devenir Secrétaire général de l'OCDE.

Les Canadiens se souviendront qu'après la fameuse séance de photographie, la dernière fois que le ministre des Finances s'est soucié de sa carrière, ils ont dû payer la bagatelle de 200 millions de dollars. Toutefois, cela ne devrait pas nous empêcher de l'expédier à Paris. Il devrait s'y sentir parfaitement à l'aise, puisqu'il est l'individu le plus proche d'un aristocrate que le Canada ait jamais produit. Ce que Paris perdrait, nous le gagnerions.

Les États-Unis pensent qu'un libéral canadien est beaucoup plus un interventionniste de gauche qu'un socialiste français, Jean-Claude Paye, qu'ils appuient. Ils ont peut-être raison, mais nous devons les convaincre que le départ de notre collègue du continent nord-américain serait une aussi bonne chose pour eux que pour nous.

Les Canadiens peuvent être rassurés, dans la course de l'OCDE, notre candidat semble avoir un nez d'avance.

* * *

[Français]

LES DROITS DES FRANCO-MANITOBAINS

LA DISSIDENCE AU SEIN DU PARTI PROGRESSISTE CONSERVATEUR

M. Gaston Gourde (secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, cela continue dans le Parti progressiste conservateur; c'est maintenant au tour du député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) de cautionner l'attitude du fossoyeur des droits linguistiques des Franco-Manitobains qu'est Bud Sherman. Le plus étrange dans toute cette affaire, c'est qu'on accepte a priori que l'on puisse accueillir dans ce parti des anti-francophones avoués. Bien loin de se repentir, les députés progressistes conservateurs continuent leur incroyable croisade contre les droits des minorités linguistiques au Canada.